GOUVERNEMENT
Liberté
Égalité
Fraternité

CONFÉRENCE FINANCIÈRE DES TERRITOIRES

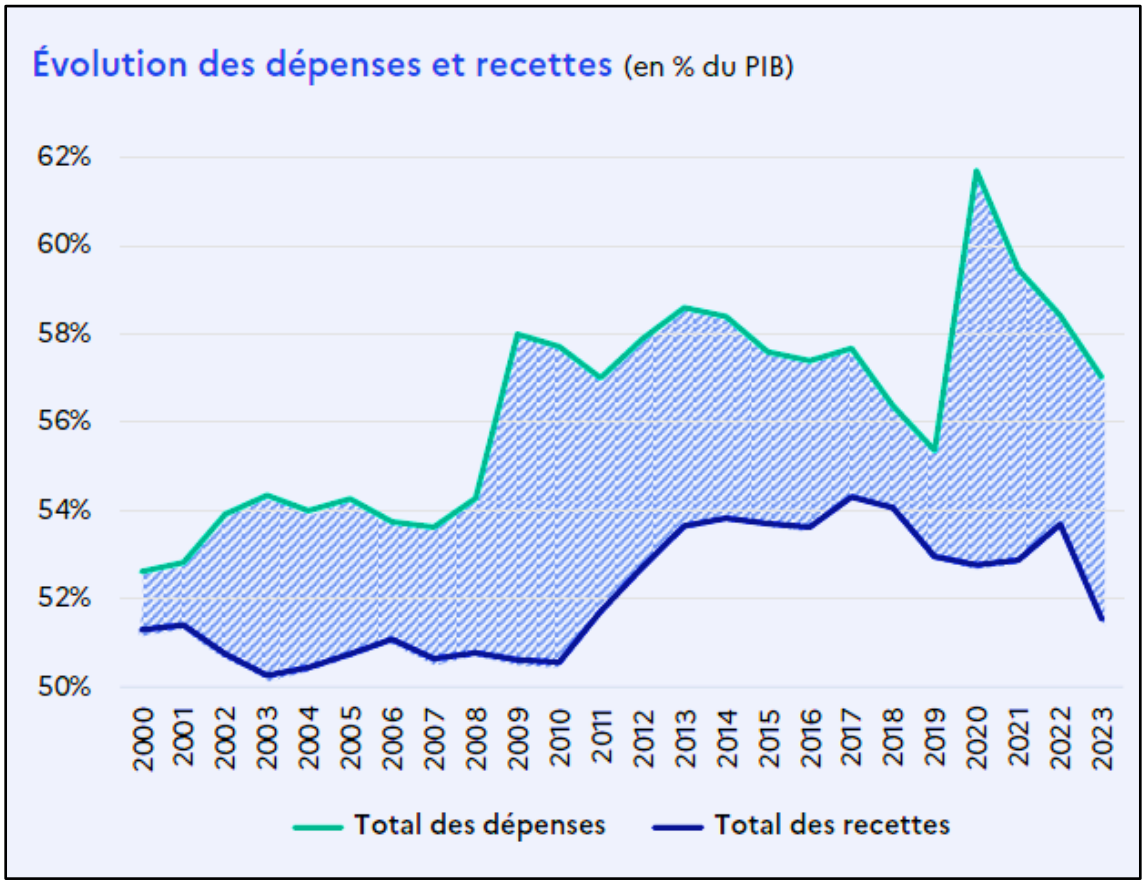
Situation 2024 et perspectives

GOUVERNEMENT
Liberté
Égalité
Fraternité

LA SITUATION DE NOS FINANCES PUBLIQUES

GOUVERNEMENT
Liberté
Égalité
Fraternité

NOUS DÉPENSONS TROP PAR RAPPORT À NOS RECETTES

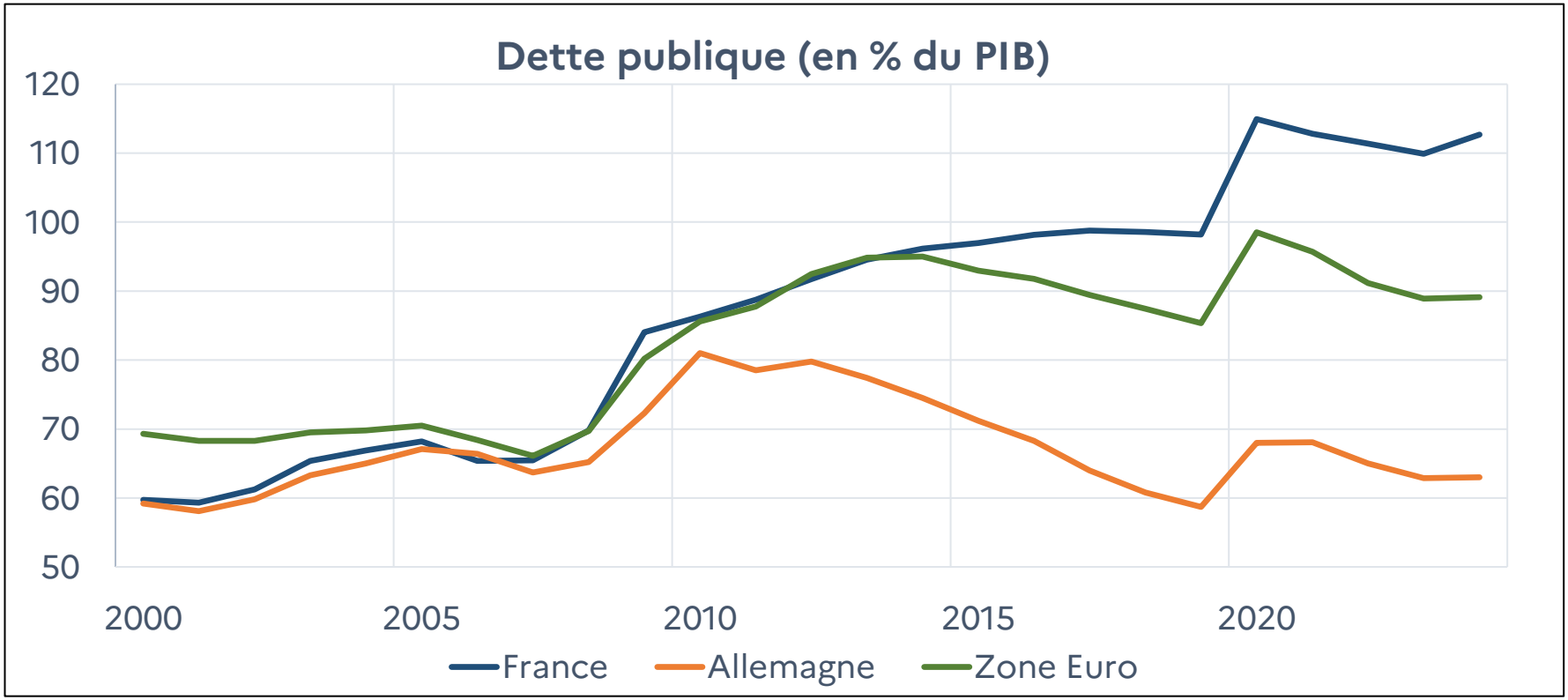


Source : Insee

- La part des recettes publiques dans le PIB a légèrement augmenté depuis 20 ans.
- La part des dépenses publiques a sensiblement augmenté, notamment après chaque crise.

GOUVERNEMENT
Liberté
Égalité
Fraternité

LE POIDS DE NOTRE ENDETTEMENT EST MASSIF

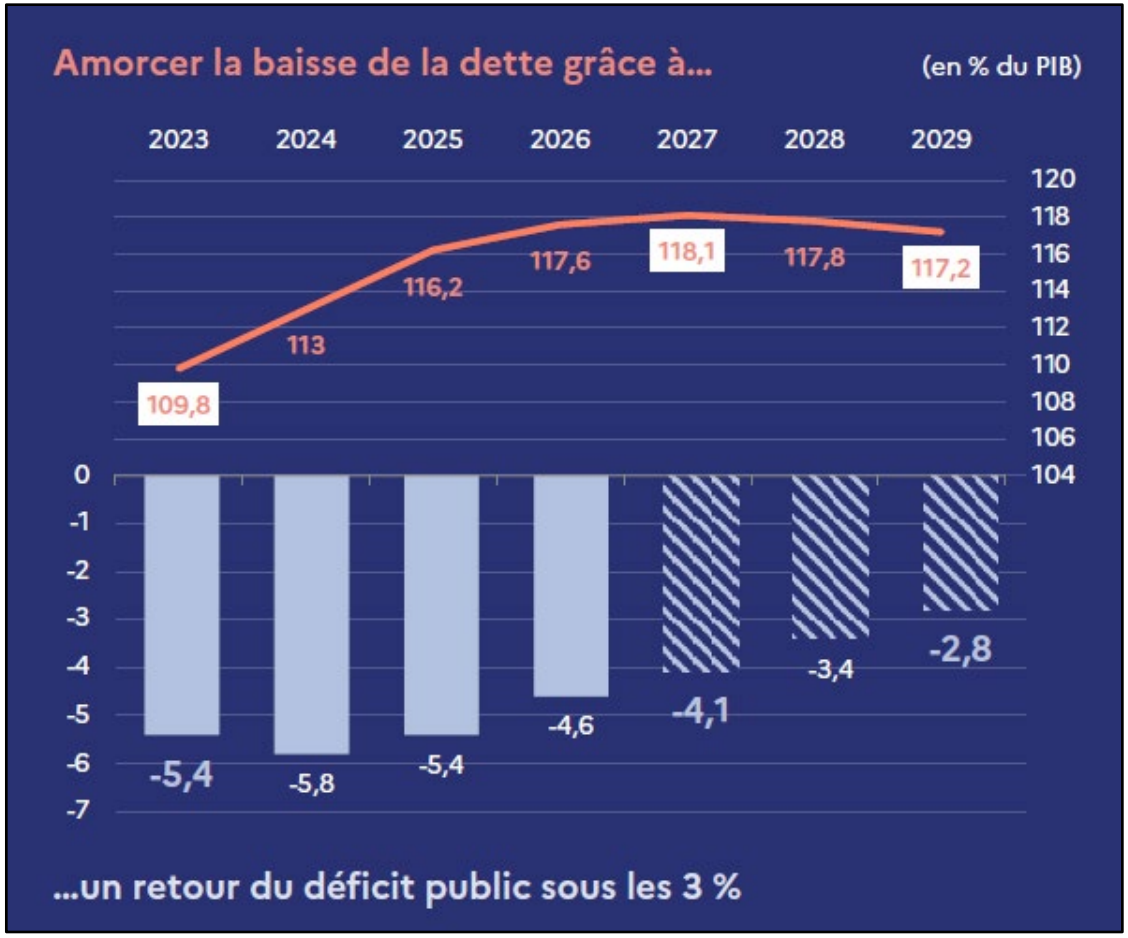


Source : Eurostat

- Notre dette a augmenté de plus de 50 points depuis 2000 et d'environ 15 points depuis 2019, alors que celle des autres pays s'est stabilisée ou a diminué.
- Le niveau de la dette est passé de 880 Md€ en 2000 à plus de 3 300 Md€ aujourd'hui.

GOUVERNEMENT
Liberté
Égalité
Fraternité

NOUS DEVONS CONSTRUIRE UN PLAN PLURIANNUEL AVEC DEUX ÉTAPES : UN DÉFICIT DE 4,6 % EN 2026 ET SOUS LES 3 % EN 2029



- 3 %, pas uniquement un engagement européen : niveau de déficit autour duquel la dette commence à se stabiliser, voire à décroître.
- Un effort de consolidation de 100 à 110 Md€ d'ici à 2029, hors effort supplémentaire de défense.
- Seul cet effort est de nature à permettre un désendettement à l'horizon 2029, ce qui constitue un critère central pour notre notation.
- Un effort conséquent mais pas insurmontable : cela représente une baisse de la dépense publique de 6 % en 5 ans.
- Pour y arriver, toutes les sphères de l'administration publique doivent nécessairement contribuer : État, Sécurité sociale, collectivités, opérateurs.

Source : DG Trésor, Rapport annuel d'avancement pour l'année 2025 du PSMT 2025-2029

GOUVERNEMENT
Liberté
Égalité
Fraternité

LA SITUATION FINANCIÈRE DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES : BILAN 2019-2024

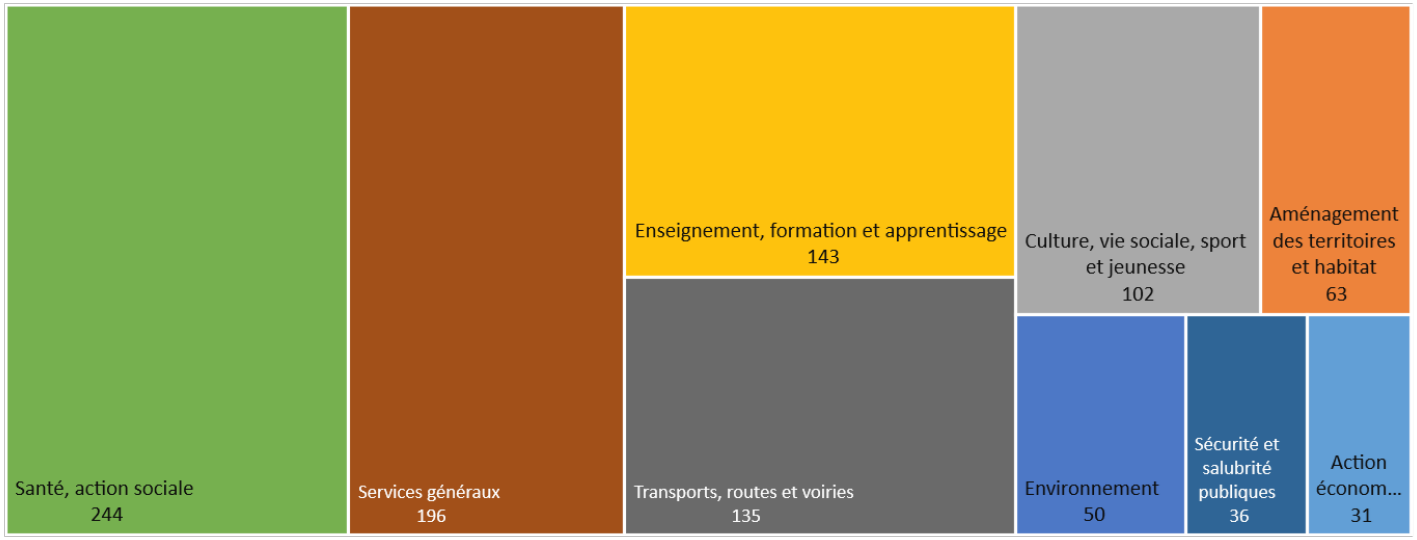
GOUVERNEMENT
Liberté
Égalité
Fraternité

DES COLLECTIVITÉS QUI S'ADMINISTRENT LIBREMENT ET PARTICIPENT À LA MISE EN ŒUVRE DES POLITIQUES PUBLIQUES DE LA NATION

- **Les collectivités territoriales, au cœur de la cohésion nationale et territoriale**

  Des dépenses couvrant toutes les politiques publiques, dans le cadre de compétences définies par la loi

Décomposition de 1000€ des dépenses totales des collectivités (2023)

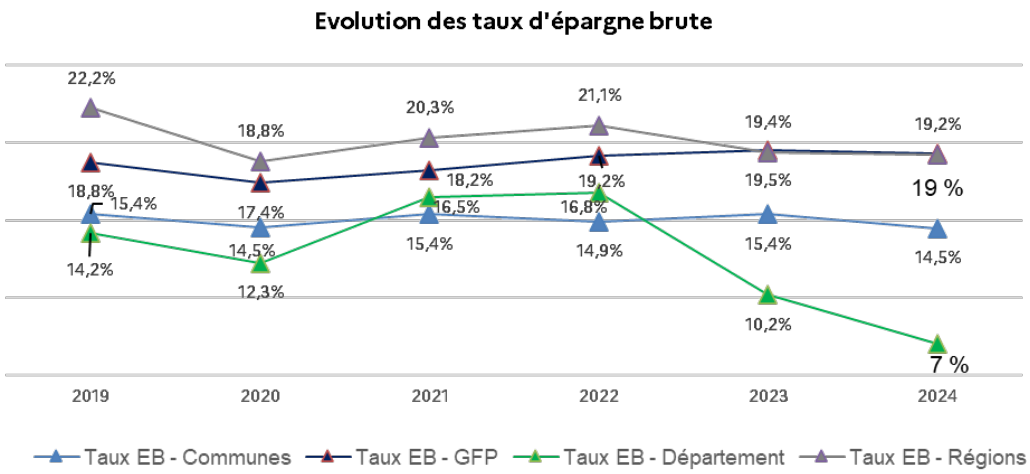


Source : Données OFGL (Présentation fonctionnelle des comptes par catégorie de collectivités).

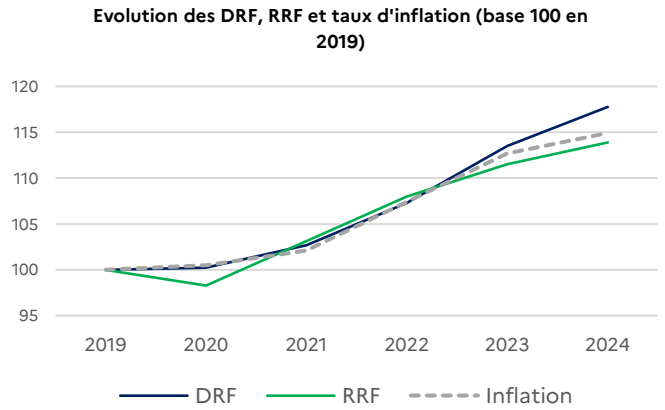
Services généraux : comprend l'ensemble des dépenses d'administration générale des collectivités (personnel non ventilé).

- **En 2025, les collectivités participent à l'effort de redressement des finances publiques à hauteur de plus de 2,2Md€, hors variables d'ajustement (+1,4 Md€ de cotisations vieillesse et maladie pour le retour à l'équilibre de la CNRACL)**
- **Elles bénéficient également de la création de nouvelles recettes (hausse du taux plafond de DMTO, VMR, cartes grises) à leur profit (à hauteur d'environ 1 Md€ en année pleine)**

EN 2024, LA SITUATION FINANCIÈRE DES COLLECTIVITÉS RESTE GLOBALEMENT SATISFAISANTE, SAUF POUR LES DÉPARTEMENTS QUI SUBISSENT UNE FORTE DÉGRADATION ACCENTUÉE DEPUIS 2 ANS



Source : DGFIP



Source : DGFIP

- **À l'exception de départements qui connaissent une forte dégradation de leur situation financière depuis 2022,** l'épargne brute des collectivités est quasi stable.

- **Fonctionnement :**
  - les recettes réelles de fonctionnement ont progressé de **2,2** % en 2024, soit plus vite que l'inflation ;
  - les dépenses réelles de fonctionnement affichent une hausse plus importante de **3,9 %**, nettement supérieure à l'inflation, en lien notamment avec la forte croissance des frais de personnel (+4,4 %) et des achats et charges externes (+6,7 %).

- **Investissement :** les dépenses d'équipement sont fortement dynamiques (49,2 Md€, soit +**7 %**)

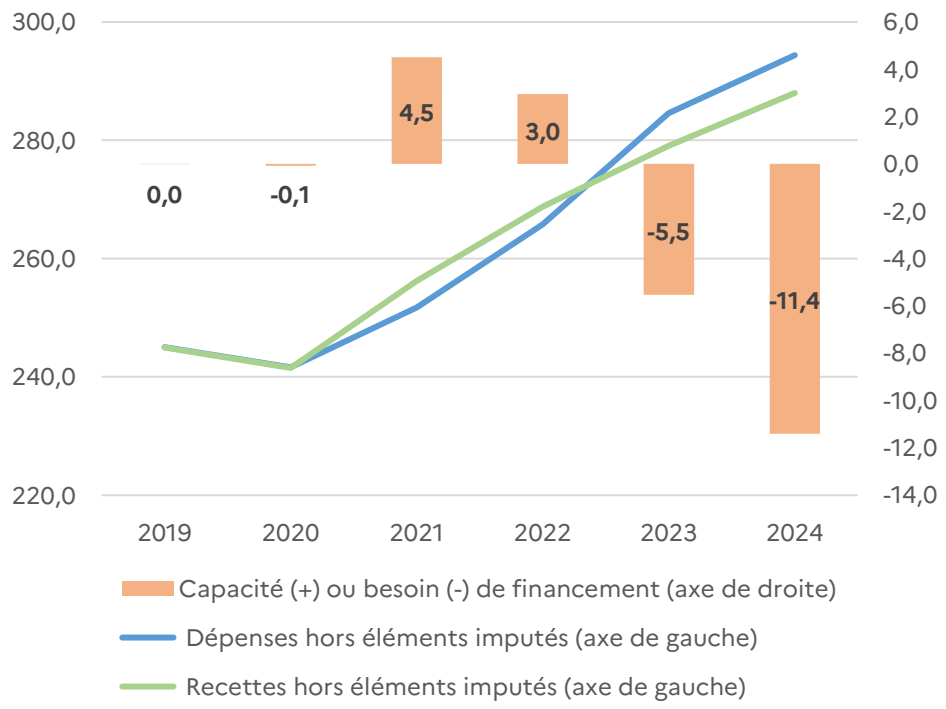
- **La trésorerie** des collectivités locales s'établit à 46,9 Md€, en-deçà des 52,5 Md€ de fin 2023, mais au-dessus des 44 Md€ de fin 2019.

- **L'endettement** reste globalement maîtrisé, malgré un **recours accru à l'emprunt en 2024.** Plus de 90 % des communes et GFP ont une capacité de désendettement inférieure à 12 ans (le seuil d'alerte).

GOUVERNEMENT
Liberté
Égalité
Fraternité

LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES ONT CONTRIBUÉ AU BESOIN DE FINANCEMENT PUBLIC CES DEUX DERNIÈRES ANNÉES

Évolution des dépenses et recettes et de la contribution des collectivités au besoin de financement des administrations publiques



Source : Insee

- Les collectivités territoriales ont l'obligation de voter un budget à l'équilibre.
- Le solde des collectivités est la différence entre leurs recettes et leurs dépenses. Un solde déficitaire traduit un besoin de financement, par l'emprunt et les réserves de trésorerie constituées par les collectivités, tandis qu'un solde excédentaire apparaît comme une capacité de financement.

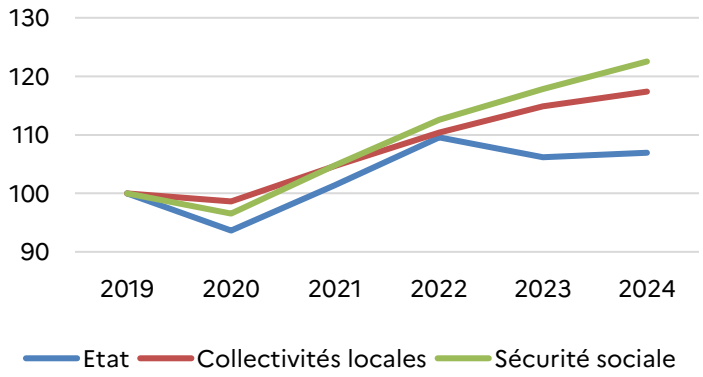
Besoin de financement
=
Recettes de fonctionnement et d'investissement hors emprunts
–
Dépenses de fonctionnement et d'investissement hors remboursements d'emprunts

- Depuis 2023, en neutralisant l'emprunt, les dépenses locales ont été supérieures aux recettes.
- Ainsi, en comptabilité nationale, le solde des collectivités a été nul voire légèrement excédentaire depuis 2019, avant de se dégrader en 2023 et encore plus significativement en 2024 (-11,4 Md€, soit -0,4 pt de PIB).

GOUVERNEMENT
Liberté
Égalité
Fraternité

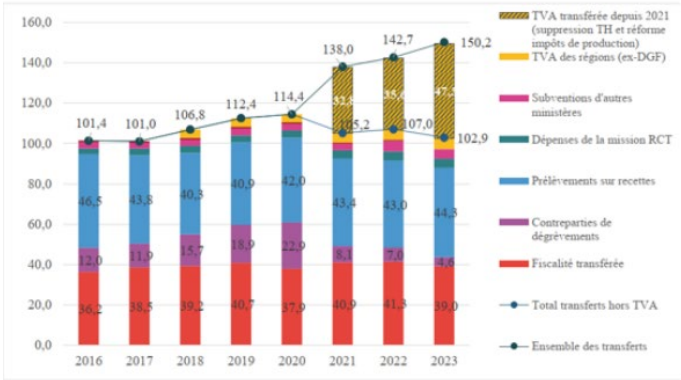
FOCUS RECETTES : LA DYNAMIQUE DES RECETTES DES COLLECTIVITÉS A ÉTÉ PRÉSERVÉE MAIS LEUR PILOTABILITÉ A DIMINUÉ

Évolution des recettes par sous-secteur entre 2019 et 2024



Source : Insee

Ensemble des transferts de l'Etat aux collectivités territoriales entre 2016 et 2023 en Mds d'euros



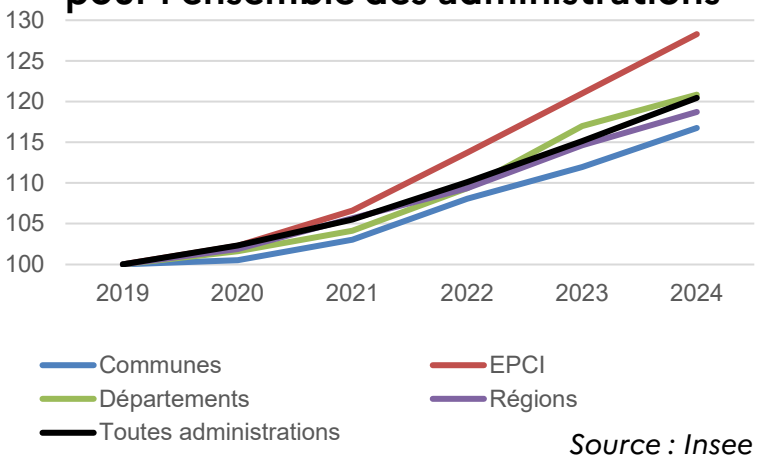
Source : Cour des comptes, analyse de l'exécution budgétaire 2023, avril 2024, p. 36

- La dynamique des recettes des collectivités a été **relativement préservée** au sein des administrations publiques pendant la crise sanitaire et lors de la dégradation de la conjoncture.
- Cette dynamique s'explique par :
  - la revalorisation des bases fiscales
  - le « filet de sécurité » mis en place par l'État lors de la crise sanitaire
  - une moindre dépendance des recettes des collectivités à la conjoncture macroéconomique, à l'exception des DMTO
  - la stabilité puis l'accroissement de la DGF (+320M€ en 2023 puis en 2024, +150M€ en 2025).
- **Les recettes dites pilotables des collectivités ne représentent plus qu'un quart** de l'ensemble des recettes contre un tiers en 2013.
- Des aménagements ont été retenus en LFI 2025 pour **redonner du pouvoir de taux** aux départements et aux régions (DMTO, cartes grises, VMR).
- Les recettes d'investissement ont été maintenues à un niveau élevé en 2025 (3 Md€ de dotations d'investissements hors FCTVA).

GOUVERNEMENT
Liberté
Égalité
Fraternité

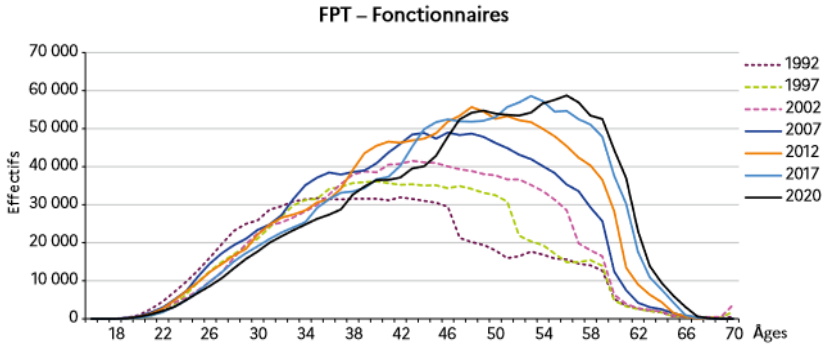
FOCUS DÉPENSES N° 1 : DES DÉPENSES DE PERSONNEL TOUTES EN CROISSANCE DEPUIS 2022, SOUS L'EFFET DES MESURES SALARIALES

Évolution des rémunérations par strate et pour l'ensemble des administrations



Source : Insee

Evolution des pyramides des âges des agents de la FPT au 31 décembre



Sources : Données CNRACL ; Siasp, Insee. Traitement DGAFP – SDessi.
Champ : Agents fonctionnaires (hors Mayotte et COM). Données CNRACL de 1992 à 2007, puis Siasp à partir de 2009.

- Pour les collectivités territoriales, les dépenses de personnel (76,4 Md€) représentent **37 % de leurs dépenses de fonctionnement** en 2024. Depuis 2019, les dépenses de masse salariale ont progressé de 20 % et cette hausse est comparable pour toutes les administrations.
- Jusqu'en 2022, l'augmentation de la masse salariale des collectivités était notamment liée aux mesures catégorielles et à la mise en place du RIFSEEP.
- À partir de 2022, elle résulte également d'une série de facteurs :
  - mesures de revalorisation salariales (40 % de la hausse en 2024), dont 1,4 Md€ en 2024 pour le seul point d'indice
  - la recomposition des effectifs (la part des contractuels s'est accrue de 8 % entre 2019 et 2024)
  - le GVT, par l'effet de la pyramide des âges.
- <u>Plusieurs leviers pour retrouver la maîtrise de la masse salariale :</u>
  - la démographie favorable : les départs à la retraite dans les années qui viennent constituent une opportunité de réajustement
  - limiter les mesures de revalorisation catégorielle conformément aux orientations données pour l'État par la circulaire du Premier ministre du 23 avril.

GOUVERNEMENT
Liberté
Égalité
Fraternité

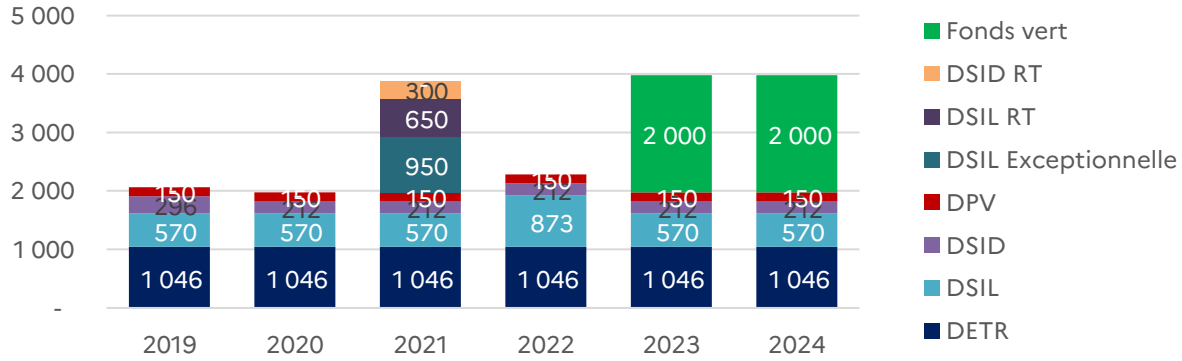
FOCUS DÉPENSES N° 2 : DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT EN FORTE CROISSANCE, SOUS L'EFFET D'UN EFFORT D'ÉQUIPEMENT SOUTENU PAR L'ÉTAT DEPUIS 2021

- Les collectivités ont maintenu **un haut niveau de dépenses d'investissement** (70,5 Md€, soit + 6,9 % par rapport à 2023) et ce malgré une contraction de l'épargne nette. Cette tendance s'inscrit un an en amont de l'évolution habituelle des précédents cycles électoraux.

- Près des trois quarts des investissements sont des **dépenses d'équipement** (49,2 Md€) en forte hausse (+3,2 Md€, soit +7 %).
- Le FCTVA consiste en un **prélèvement sur recettes, non plafonné budgétairement**, visant à compenser, à un taux forfaitaire, la charge de TVA supportée par les collectivités territoriales sur leurs dépenses réelles d'investissement.

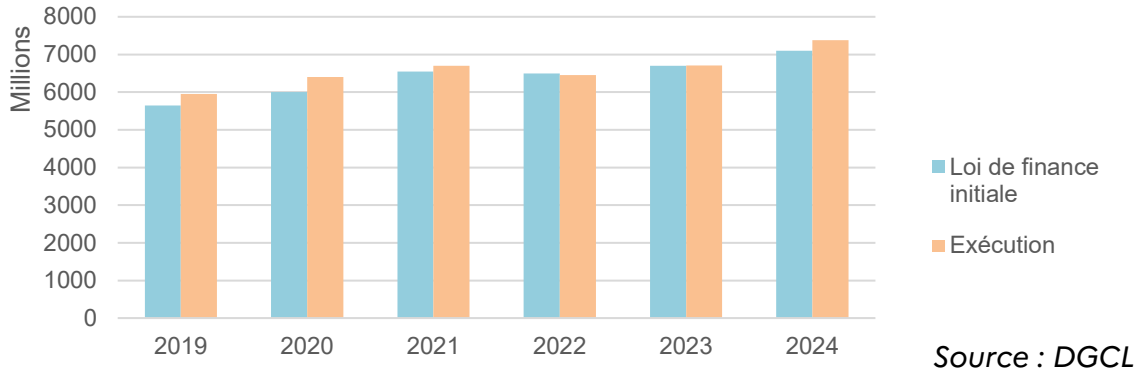
- Sous l'effet d'un élargissement des dépenses éligibles et de l'inflation, son montant dépasse 7,3 Md€ en 2024.

Evolution des ouvertures en LFI (AE)



Source : DGCL

FCTVA - exécution budgétaire depuis 2014



Source : DGCL

- **À ces montants, peuvent être ajoutés les autres financements mobilisables par des crédits ministériels inhérents aux politiques publiques (culture, sport…) ou de partenaires (Banque des territoires, crédits européens).**

GOUVERNEMENT
Liberté
Égalité
Fraternité

FOCUS DÉPENSES N°3 : L'IMPACT DES NORMES EXTERNES SUR LES DÉPENSES DES COLLECTIVITÉS

Année d'examen du texte par le CNEN	2020	2021	2022	2023	2024 (prov.)
Impacts induits par les normes applicables aux collectivités locales en N+1 € (année pleine)	790 948 968 €	803 172 370 €	2 657 844 389 €	1 600 127 360	565 834 254 €

Source : CNEN

- Parmi les mesures, peuvent être citées :
  - **Des mesures salariales** (décrets fixant les différentes échelles de rémunération, majoration de la rémunération des personnels des collectivités territoriales, relèvement du minimum de traitement dans la fonction publique)
  - **Des mesures sur la transition écologique** (portant sur les systèmes de régulation de la température des systèmes de chauffage, de refroidissement, de gestion d'eau ainsi que l'automatisation et le contrôle des bâtiments tertiaires)
  - **Des mesures de revalorisation de prestations sociales** (amélioration de la prestation de compensation du handicap, accessibilité aux personnes handicapées, revalorisation du RSA, temps consacré au lien social concourant à prévenir la perte d'autonomie)

- Des pistes d'allègement des normes et de simplification identifiés par le rapport Ravignon (2024) ont été mises en avant lors du « Roquelaure de la simplification » du 28 avril 2025.

GOUVERNEMENT
Liberté
Égalité
Fraternité

LA SITUATION FINANCIÈRE DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES DÉCLINÉE PAR STRATE

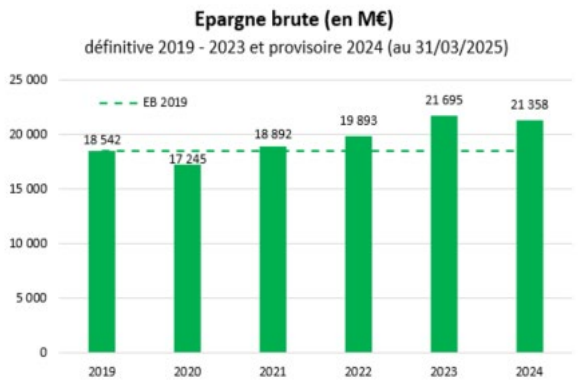
GOUVERNEMENT
Liberté
Égalité
Fraternité

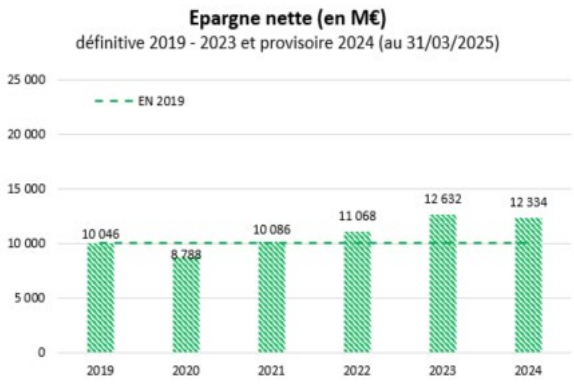
BLOC COMMUNAL

GOUVERNEMENT
Liberté
Égalité
Fraternité

POUR LE BLOC COMMUNAL, LA SITUATION FINANCIÈRE RESTE SOLIDE EN 2024, EN LÉGER RETRAIT PAR RAPPORT À 2023 ET À UN MEILLEUR NIVEAU QU'EN 2019

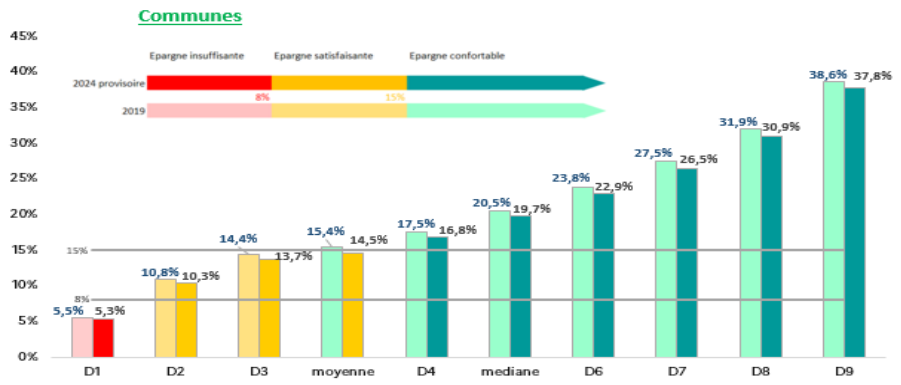
- **L'épargne brute** et **l'épargne nette** du bloc communal sont en léger retrait en 2024, mais restent historiquement à un niveau élevé.
- **60%** des communes et plus de la moitié des GFP ont un taux d'épargne **>15 %,** seuil jugé **confortable.**
- **Fonctionnement :**
  - Les RRF augmentent de 3,4 % (soit +4,4 Md€), avec la revalorisation des bases de fiscalité locale (+3,9 % en 2024 après +7,1 % en 2023)
  - Les DRF connaissent une hausse plus marquée de 4,4 % (soit +4,8 Md€), liée notamment à la progression des charges de personnel (+4,7 %, +2,5 Md€) et des achats et charges externes (+4,3 %, +1,2 Md€).
- **Investissement** : les dépenses d'équipement sont dynamiques (36,9 Md€, soit +10,7 % par rapport à 2023).
- **Mais d'importantes disparités territoriales** :
  - **Les plus petites communes (moins de 3 500 habitants,** soit 9 communes sur 10) affichent une situation plus favorable : hausse de l'épargne brute de +15 % par rapport à 2019
  - Mais **29 % d'entre elles présentent une dégradation de l'épargne de plus de 20 %**
  - **Les EPCI connaissent une situation favorable**, ainsi qu'une forte progression des recettes (+4,4 %) comme des dépenses (+5 %)





Source : DGFIP

Sur la période, l'épargne brute et l'épargne nette sont positives et en progression constante, hors année de crise sanitaire, systématiquement au dessus du niveau de 2019, dernier point haut ante-crise.



Source : DGFIP

Les 10 % des communes ayant le taux d'épargne brute le plus faible ont un taux inférieur à 5,5 % en 2019 et à 5 % en 2024. En 2024, comme en 2019, 60 % des communes ont un taux d'épargne brute supérieur à 15 %, soit un seuil jugé confortable.

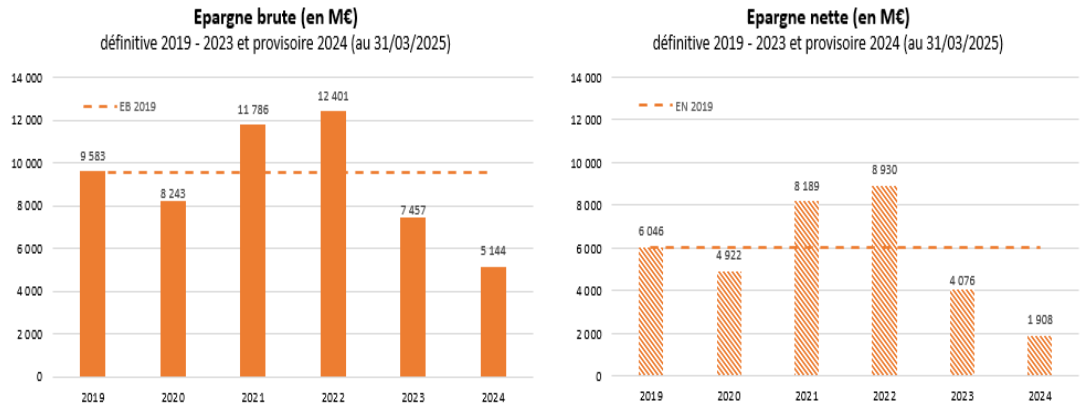
DÉPARTEMENTS

GOUVERNEMENT
Liberté
Égalité
Fraternité

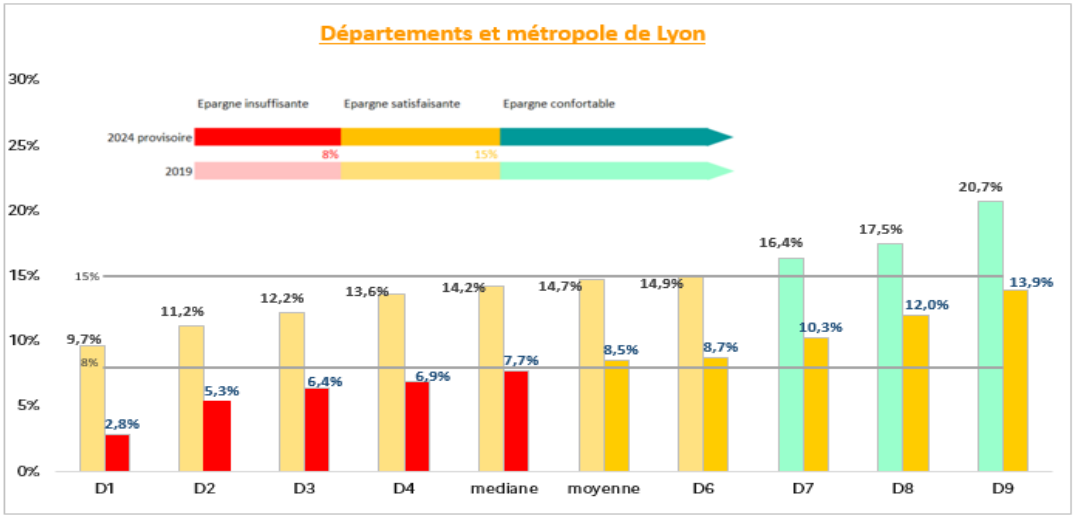
POUR LES DÉPARTEMENTS, LA SITUATION FINANCIÈRE CONTINUE DE SE DÉGRADER SIGNIFICATIVEMENT

- **L'épargne brute** (5,1 Md€) **recule fortement** par rapport à 2023 (7,5 Md€ soit **-31 %).** Cette dégradation s'explique par l'effet combiné de :
  - **la faible progression des RRF (+0,3 %** soit +0,2Md€), en raison du repli des DMTO (-14 %, -1,6 Md€) principalement.
  - **l'augmentation des DRF (+3,8 %**, +2,5 Md€) avec la croissance des dépenses sociales, tant au titre des frais de séjour (+6,5 %, +1 Md€) que des aides à la personne (+3,7 %, + 0,7 Md€).

- **Épargne brute négative pour 2 départements** au 31 mars 2025 (un seul fin 2023), avec taux d'épargne brute :
  - **inférieur à 8 % jugé insuffisant, pour 51 départements** (contre 20 en 2023)
  - **compris entre 8 % et 15 % pour 35 départements** et la métropole de Lyon (54 en 2023)
  - de plus de 15 % jugé confortable, pour 7 départements (21 en 2023)



Source : DGFIP

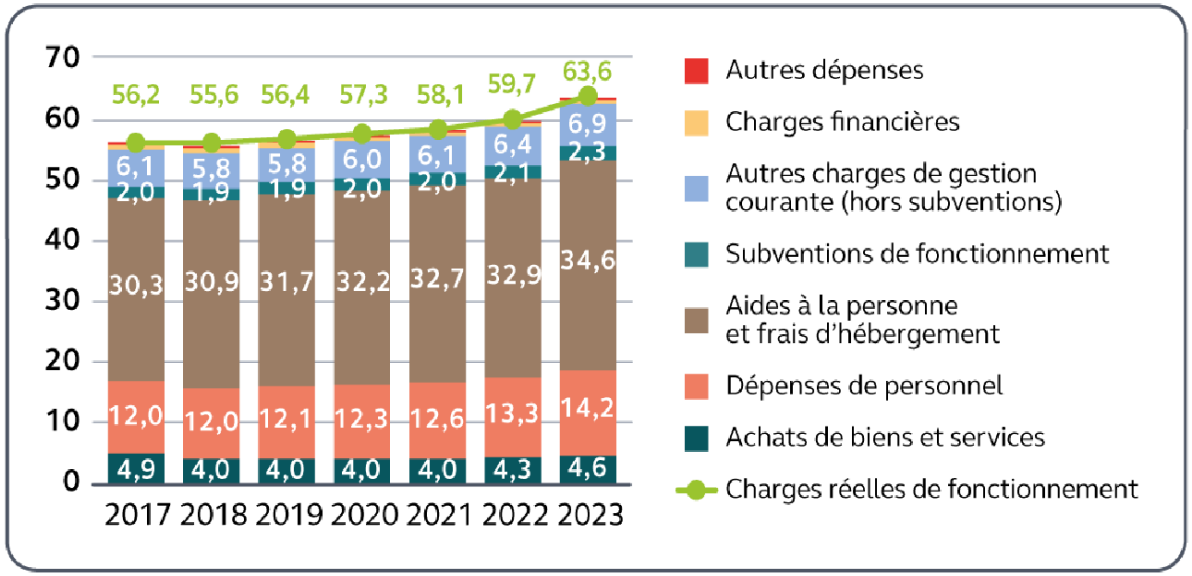


Source : DGFIP

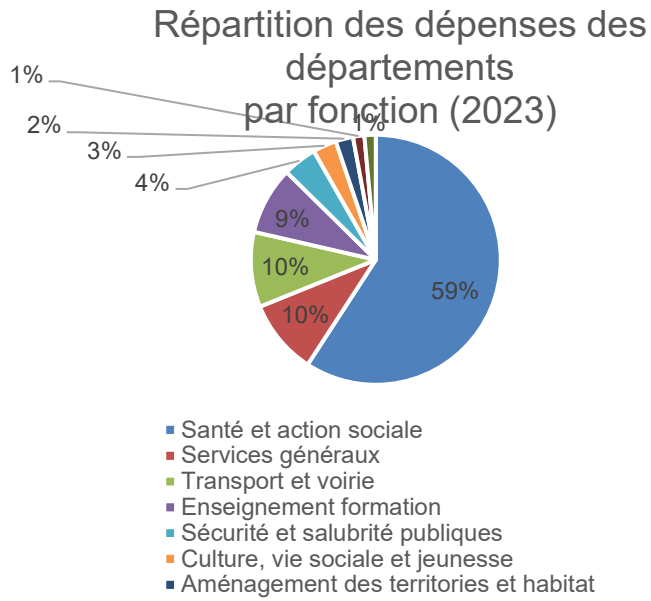
En 2024, le taux d'épargne des départements est inférieur à 15 % alors qu'en 2019, 30 % des départements avaient un taux d'épargne supérieur à 15 %.

GOUVERNEMENT
Liberté
Égalité
Fraternité

FOCUS : RÉTROSPECTIVE SUR L'ÉVOLUTION DES DÉPENSES DES DÉPARTEMENTS



Source : Cour des comptes, d'après des données de la DGFiP



- Les dépenses de fonctionnement de l'ensemble des départements sur la période 2018-2023 se composent principalement **des dépenses d'intervention (68,6 % du total en moyenne sur la période)**, des frais de personnel (22,1 % en moyenne) et des achats et charges externes (7,2 % en moyenne).

- Les allocations individuelles de solidarité (AIS) représentent une part conséquente des dépenses d'intervention (44,1 % en moyenne sur la période). Elles ont augmenté de 3,7 % en 2024.

- L'aide sociale à l'enfance a sensiblement augmenté depuis 2 ans pour atteindre 10 Md€ en 2024.

RÉGIONS

GOUVERNEMENT
Liberté
Égalité
Fraternité

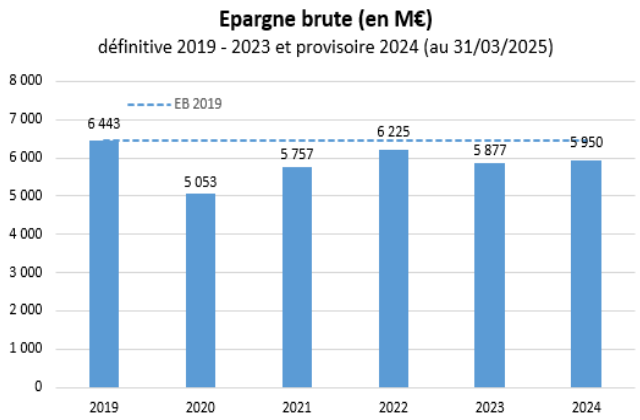
POUR LES RÉGIONS, LA SITUATION FINANCIÈRE 2024 APPARAÎT STABLE MAIS FRAGILE PAR RAPPORT À 2023 ET EN LÉGÈRE ÉROSION PAR RAPPORT À 2019

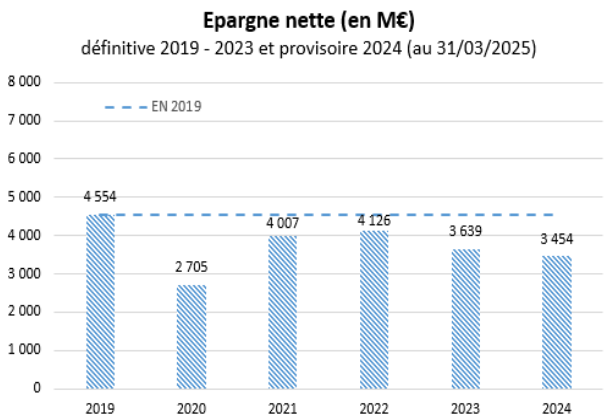
- **L'épargne brute** et **l'épargne nette** des régions restent sur la période à un niveau inférieur à celui de 2019, mais **la quasi-totalité (15/17) des régions ont un taux d'épargne brute >11 %.** Aucune n'a un taux jugé insuffisant.

- **Croissance des RRF** (+0,6 Md€, +2 %) légèrement supérieure en valeur à celle des DRF (+0,5 Md€, +2,2 %).

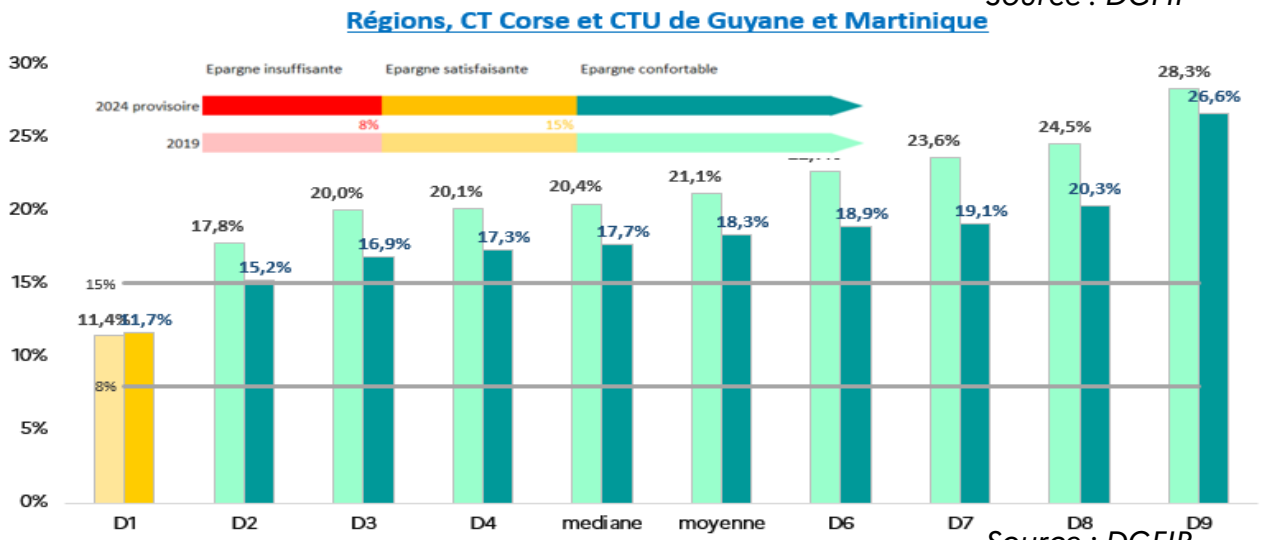
- Le produit des impôts et taxes est en hausse (+3,8 %, +0,9 Md€), avec une progression de la TICPE (+12,6 %, +0,7 Md€) et de la taxe sur les certificats d'immatriculation de véhicules (+16,1 %, +0,3 Md€).

- **La trésorerie** des régions s'élève à 1 Md€, en baisse de près de 600 M€ par rapport à 2023.





Source : DGFIP



Source : DGFIP

En 2024 comme en 2019, aucune région n'a un taux d'épargne brute inférieur au seuil d'alerte de 8%

LES LEVIERS POSSIBLES D'UN REDRESSEMENT PÉRENNE (2026-2029)

GOUVERNEMENT
Liberté
Égalité
Fraternité

LES LEVIERS POSSIBLES D'UN REDRESSEMENT PÉRENNE (2026-2029) 1/2

- **Une trajectoire de recettes pluriannuelles prévisible pour les élus :**
  - visibilité pluriannuelle (triennale) sur les soutiens aux collectivités territoriales (ex. cadre financier prospectif des recettes, trajectoire pluriannuelle de DGF…)
  - l'évolution des bases de fiscalité
  - des dotations d'investissement simplifiées et déconcentrées
  - l'accroissement de la péréquation

- **Une trajectoire de dépenses maitrisée**

Leviers à la main de l'État	***Leviers à la main des collectivités***	***Leviers partagés***
▪ Simplifications, moratoire sur l'édiction de nouvelles normes, révision du stock de normes coûteuses ▪ Évaluation des modalités d'évolution des dépenses de solidarité nouvelles	▪ Économies structurelles de fonctionnement : mutualisations de services (intercommunalités), communes nouvelles… ▪ Maîtrise de la masse salariale à travers la gestion des départs à la retraite, la limitation des mesures catégorielles par exemple ▪ Impact possible du cycle municipal	▪ Réfléchir au décroisement des compétences ▪ Meilleure mobilisation des fonds européens et des autres types de financements (ex. : prêts de la Banque des territoires)

LES LEVIERS POSSIBLES D'UN REDRESSEMENT PÉRENNE (2026-2029) 2/2

- Organisation d'un comité de suivi sur la loi de finances pour 2025, dans son volet collectivités territoriales

- **Proposition de groupes de travail (mai-juin), en partenariat avec les associations d'élus**
  - Les modalités de contribution des collectivités à l'effort pluriannuel de redressement des finances publiques (dont un retour d'expérience sur la LFI 2025)
  - La situation particulière des départements (en lien avec le Comité des financeurs)
  - La fonction publique territoriale : effectifs, masse salariale, statut, etc.
  - La péréquation

- **Deuxième conférence financière des territoires en juillet**

GOUVERNEMENT
Liberté
Égalité
Fraternité

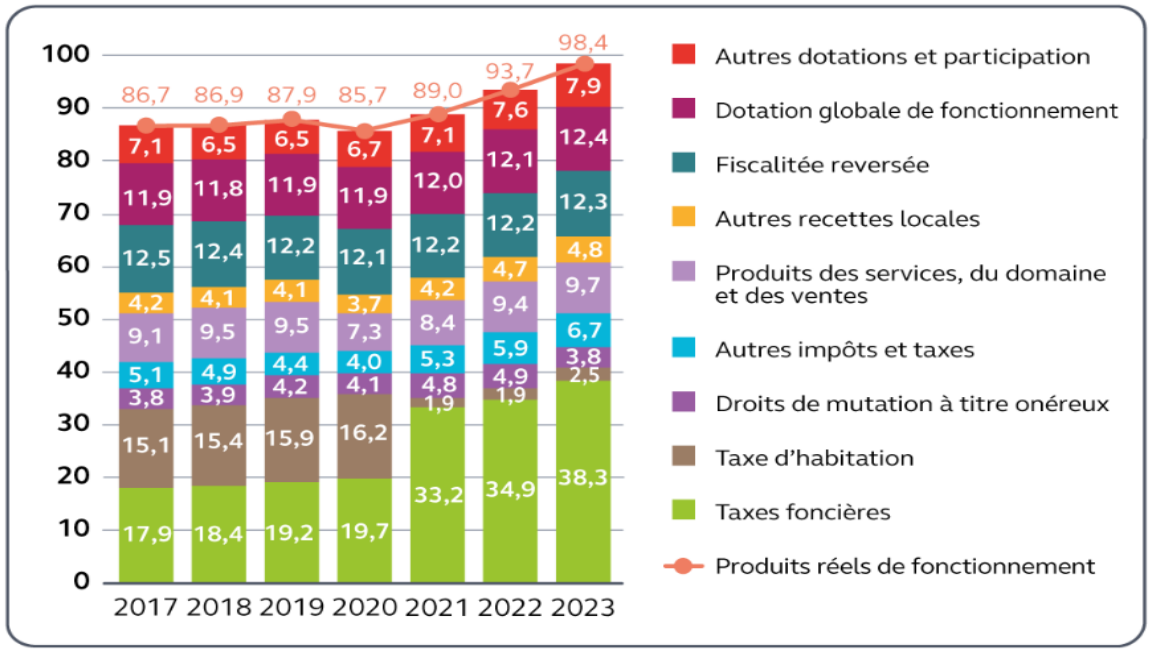
ANNEXES

Données 2019-2024 détaillées par strate

GOUVERNEMENT
Liberté
Égalité
Fraternité

UNE DYNAMIQUE DES RECETTES SOUTENUE POUR LES COMMUNES

Évolution des produits de fonctionnement des communes entre 2017 et 2023 (en Md€)



Source : Cour des comptes, d'après des données de la DGFiP

- Une progression de 11,9 % des recettes depuis 2019
- Une pilotabilité qui reste importante (50 % des recettes) qui s'explique par la réaffectation de la part départementale de la taxe foncière sur les propriétés bâties en remplacement de la taxe d'habitation sur les résidences principales;
- Une dépendance aux aléas économiques qui reste moins élevée que pour les autres strates et en comparaison aux recettes de l'État et de la Sécurité sociale.

GOUVERNEMENT
Liberté
Égalité
Fraternité

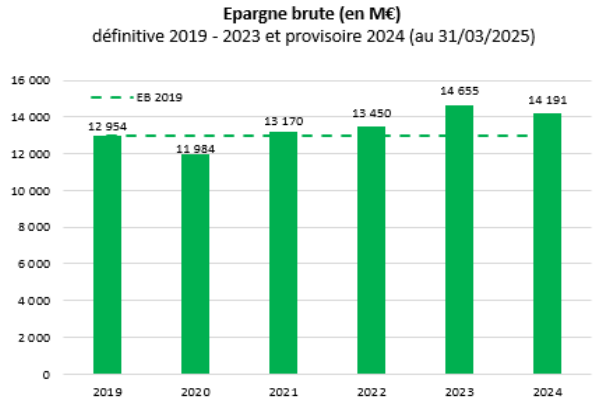
POUR LES COMMUNES, L'ÉPARGNE BRUTE ET L'ÉPARGNE NETTE SONT EN LÉGER RECUL PAR RAPPORT À 2023, MAIS D'UN MEILLEUR NIVEAU PAR RAPPORT À 2019

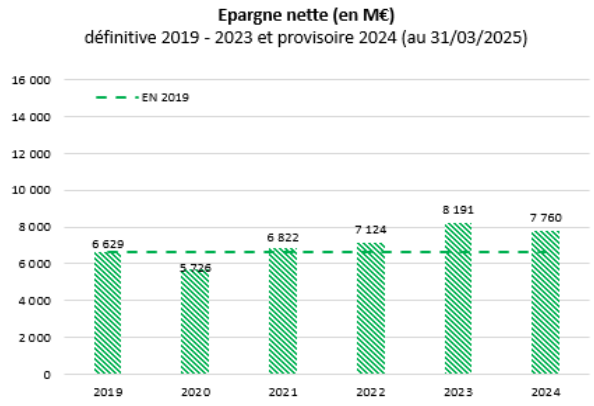
- **60%** des communes ont un taux d'épargne **>15%,** seuil jugé **confortable**

- **Fonctionnement :**
  - les RRF augmentent de +3 % (soit +2,8 Md€)
  - les DRF connaissent une hausse plus marquée de 4,1% (soit +3,3 Md€), liée notamment à la progression des charges de personnel (+4,3%, +1,9 Md€) et des achats et charges externes (+4,1%, +0,9 Md€)

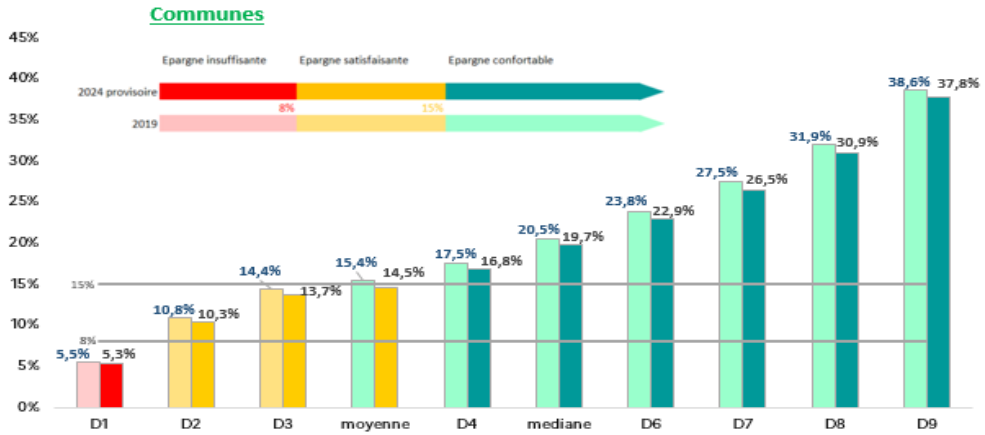
- **Investissement** : les dépenses d'équipement sont dynamiques (+2,5 Md€, soit +10 %) par rapport à 2023, soit une hausse bien supérieure à l'inflation (+2% en 2024).

- **Trésorerie :** le niveau de trésorerie est d'un bon niveau (28,2 Md€ sur le compte au Trésor), supérieur à celui de 2019 (24,8 Md€).





L'épargne brute recule de -3,2 % entre 2023 et 2024 mais progresse de près de 10 % par rapport à 2019, niveau d'ante crise. Le même constat est fait pour l'épargne nette.



Les 10 % des communes ayant le taux d'épargne brute le plus faible ont un taux inférieur à 5,5 % en 2019 et à 5,3 % en 2024. En 2024, comme en 2019, 60 % des communes ont un taux d'épargne brute supérieur à 15 %, soit un seuil jugé confortable.

GOUVERNEMENT
Liberté
Égalité
Fraternité

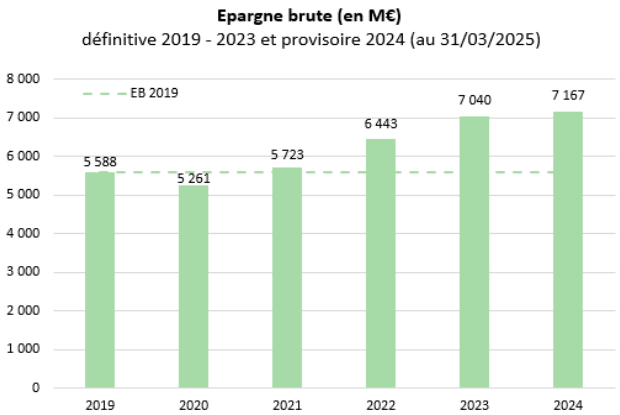
POUR LES EPCI ET EPT, L'ÉPARGNE BRUTE ET L'ÉPARGNE NETTE AUGMENTENT ENTRE 2023 ET 2024 ET SONT À UN MEILLEUR NIVEAU QU'EN 2019

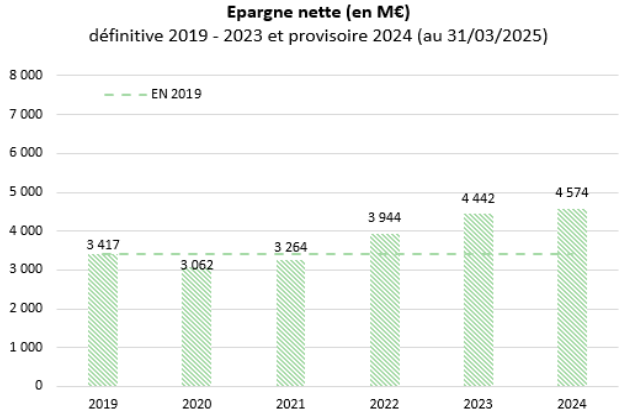
- **Près de la moitié** des GFP ont un taux d'épargne **>15 %,** seuil jugé **confortable**

- **Fonctionnement :**
  - les RRF augmentent de +4,4 % (soit +1,6 Md€)
  - Les DRF connaissent également une hausse de 5 % (soit +1,5 Md€), liée notamment à la progression des charges de personnel (+6 %, +0,7 Md€) et des achats et charges externes (+4,8 %, +0,4 Md€)

- **Investissement** : les dépenses d'équipement sont dynamiques (9,7 Md€, soit +13 % par rapport à 2023).

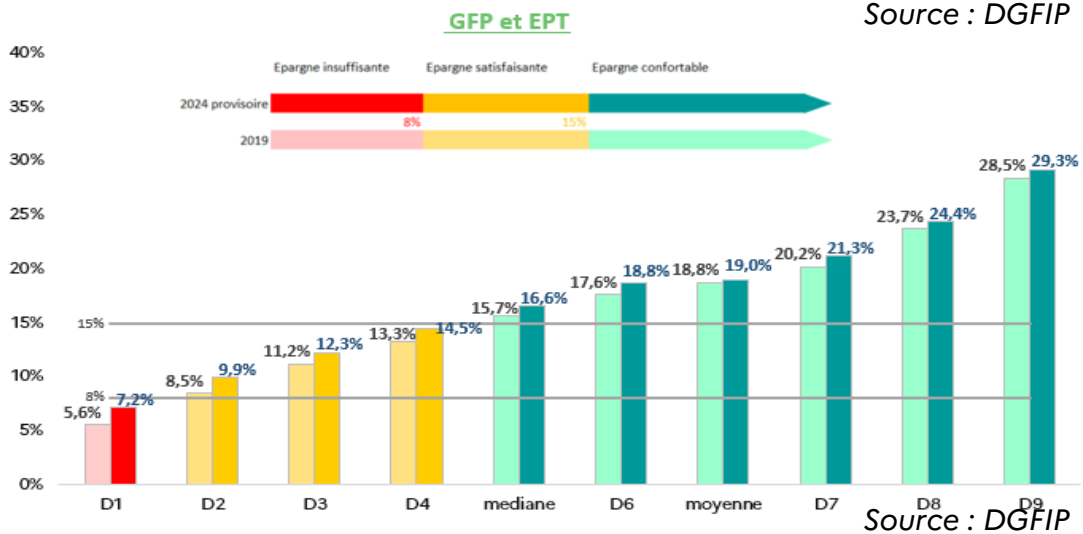
- **Trésorerie :** le niveau de trésorerie est relativement stable (11 Md€ sur le compte au Trésor en 2024 contre 11,9 Md€ en 2023).





L'épargne brute (+1,8 % entre 2023 et 2024) et l'épargne nette (+3 % entre 2023 et 2024) progressent d'année en année et excèdent les niveaux d'ante crise à compter de 2021.

Source : DGFIP

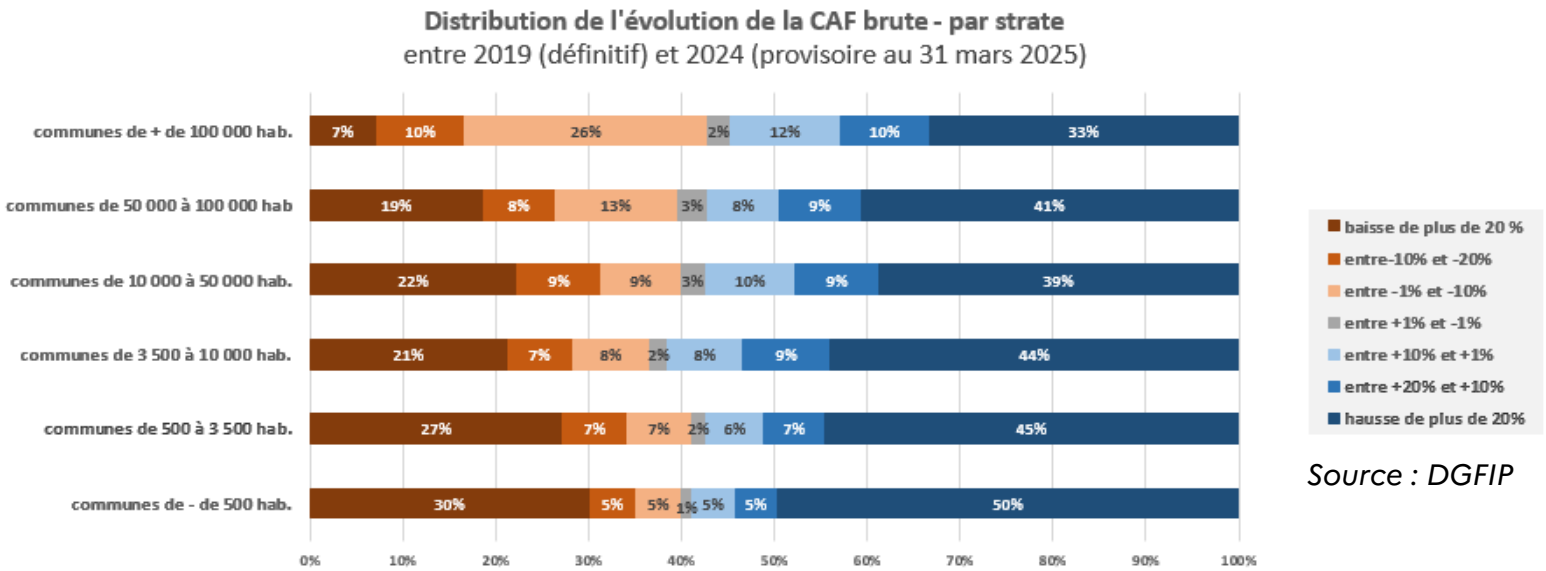


Source : DGFIP

Les 10 % des GFP et EPT ayant le taux d'épargne brute le plus faible ont un taux inférieur à 5,6 % en 2019 et à 7,2 % en 2024. En 2024, comme en 2019, plus de la moitié des GFP ont un taux d'épargne brute supérieur à 15 %, soit un seuil jugé confortable.

GOUVERNEMENT
Liberté
Égalité
Fraternité

UNE SITUATION GLOBALE QUI REFLÈTE CELLE DE LA MAJORITÉ DES COLLECTIVITÉS : L'EXEMPLE DES COMMUNES



Source : DGFIP

La situation financière des communes est globalement en amélioration entre 2019 et 2024 :

- près de 60 % des communes connaissent une hausse de leur épargne brute, dont 47 % une hausse de plus de 20 **%**

Les plus petites communes (moins de 3 500 habitants, soit 9 communes sur 10) affichent une situation encore plus favorable : hausse de l'épargne brute de 15,2 % par rapport à 2019 (-0,4 % en 2024 par rapport à l'exercice 2023)

- Le nombre de collectivités rencontrant des difficultés financières est :
  - stable au regard de l'épargne brute : 1 631 communes en EB négative en 2024 contre 1 745 en 2019
  - en baisse au regard de l'épargne nette : 5 205 en EN négative en 2024 contre 5 943 en 2019 (-12 %)

- Pour les communes qui présentent des résultats dégradés (perte d'EB de plus de 20 %), on constate que pour les plus petites d'entre elles (moins de 3 500 habitants), la diminution de l'épargne brute représente moins de 10 % de leurs recettes 2019 pour 36 % d'entre elles.

GOUVERNEMENT
Liberté
Égalité
Fraternité

LES DÉPENSES DES COMMUNES : UNE CROISSANCE TRÈS DYNAMIQUE EN 2023 ET 2024, À LA FOIS POUR LE FONCTIONNEMENT ET POUR L'INVESTISSEMENT

(Montants en millions d'euros)

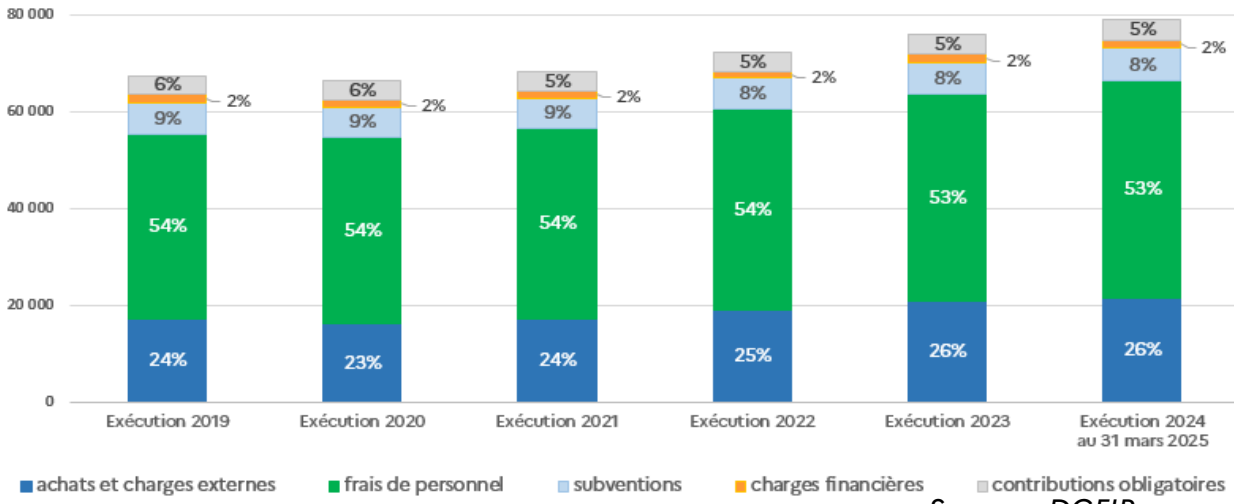
Agrégats	Exécution 2019	Exécution 2020	Exécution 2021	Exécution 2022	Exécution 2023	Exécution 2024 au 31 mars 2025	*Evolution 2023/2022*	*Evolution 2024/2023*
Dépenses réelles de fonctionnement	**71 108**	**70 585**	**72 473**	**76 699**	**80 481**	**83 780**	***4,9%***	***4,1%***
achats et charges externes	17 222	16 141	17 188	19 099	20 722	21 574	*8,5%*	*4,1%*
frais de personnel	38 214	38 414	39 386	41 314	42 811	44 669	*3,6%*	*4,3%*
subventions	6 363	6 384	6 256	6 455	6 689	6 834	*3,6%*	*2,2%*
charges financières	1 681	1 545	1 430	1 343	1 569	1 714	*16,8%*	*9,3%*
contributions obligatoires	3 918	3 937	3 943	3 998	4 113	4 210	[illegible]	*2,4%*

Source : DGFIP

- Pour les communes, en 2024, les achats et charges externes (26 % des DRF) et les subventions (8 %), comme en 2022, sont les principales charges pilotables des collectivités.

- Les frais de personnel représentent 53 % des DRF et les contributions obligatoires 5 %.

Répartition des DRF 2019 à 2024 selon la nature de la dépense - communes



Source : DGFIP

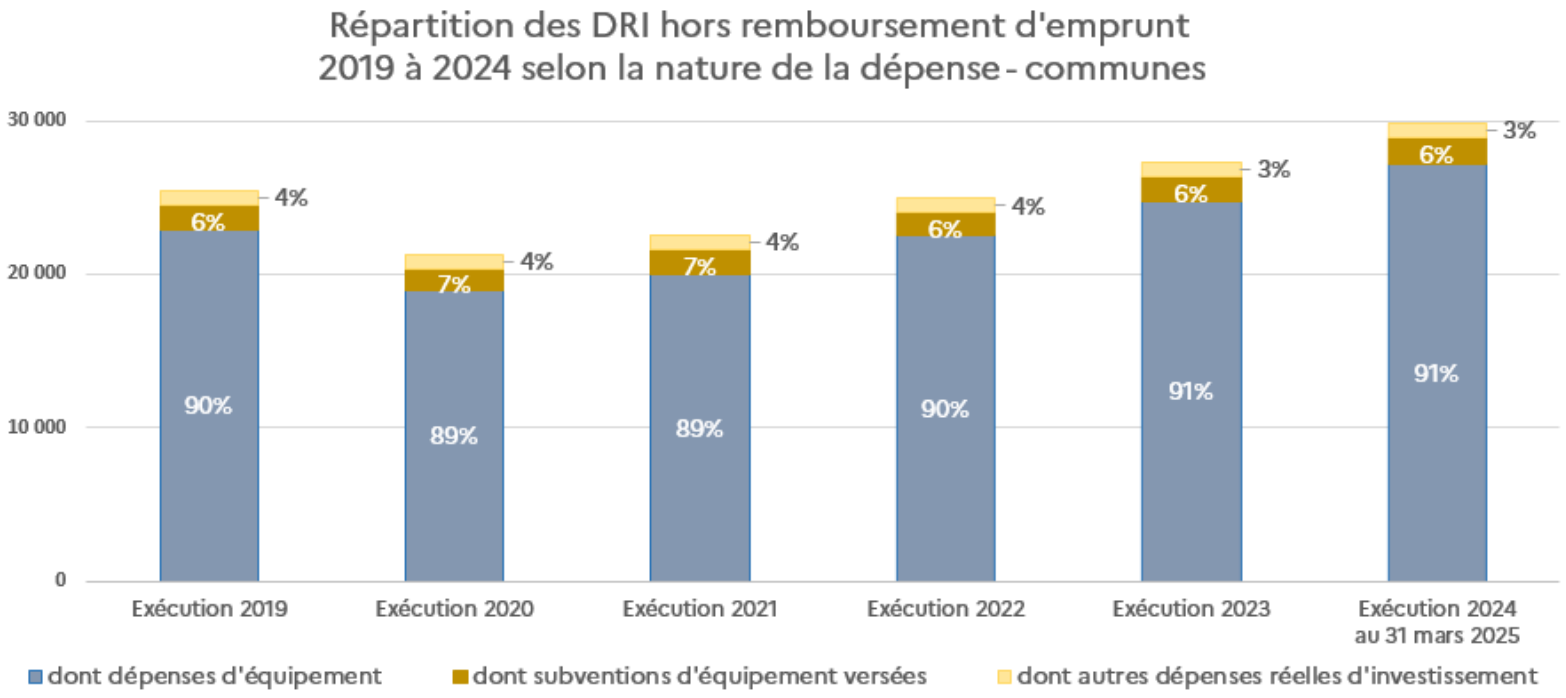
GOUVERNEMENT
Liberté
Égalité
Fraternité

LES DÉPENSES DES COMMUNES : UNE CROISSANCE TRÈS DYNAMIQUE EN 2023 ET 2024, À LA FOIS POUR LE FONCTIONNEMENT ET POUR L'INVESTISSEMENT

(Montants en millions d'euros)

Agrégats	Exécution 2019	Exécution 2020	Exécution 2021	Exécution 2022	Exécution 2023	Exécution 2024 au 31 mars 2025	*Evolution 2023/2022*	*Evolution 2024/2023*
Dépenses réelles d'investissement (hors remboursement d'emprunt)	**25 436**	**21 264**	**22 559**	**24 953**	**27 303**	**29 877**	***9,4%***	***9,4%***
dont dépenses d'équipement	22 873	18 914	20 046	22 488	24 748	27 213	*10,0%*	*10,0%*
dont subventions d'équipement versées	1 626	1 485	1 559	1 546	1 662	1 681	*7,5%*	*1,1%*
dont autres dépenses réelles d'investissement	936	866	954	919	893	984	*-2,9%*	*10,2%*

Source : DGFIP

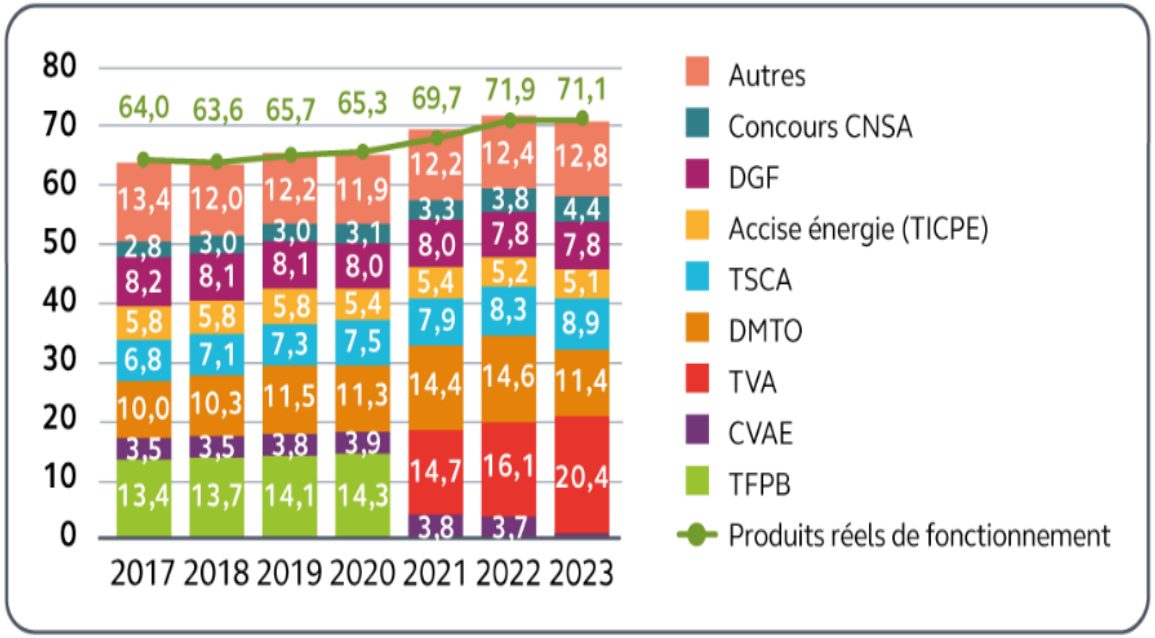


Source : DGFIP

GOUVERNEMENT
Liberté
Égalité
Fraternité

UNE ÉVOLUTION DES RECETTES DÉFAVORABLE POUR LES DÉPARTEMENTS

Évolution des produits de fonctionnement des départements entre 2017 et 2023 (en Md€)



Source : Cour des comptes, d'après des données de la DGFiP

- Une progression de 8,2 % des recettes depuis 2019. Cette faible dynamique s'explique par :
  - la chute de 3,2 Md€ des recettes de DMTO
  - compensée pour partie par les transferts de fraction de TVA en compensation du produit de la taxe foncière sur les propriétés bâties et la dynamique de la TSCA
- Une absence de pilotabilité quasi totale et un panier de ressources contracycliques particulièrement soumis aux aléas du marché du logement
- Mais un pouvoir de taux renforcé en LFI 2025

GOUVERNEMENT
Liberté
Égalité
Fraternité

LES DÉPENSES DES DÉPARTEMENTS : UNE CROISSANCE SURTOUT PORTÉE PAR LE DYNAMISME DES DÉPENSES SOCIALES, AVEC UN FAIBLE NIVEAU DE PILOTABILITÉ

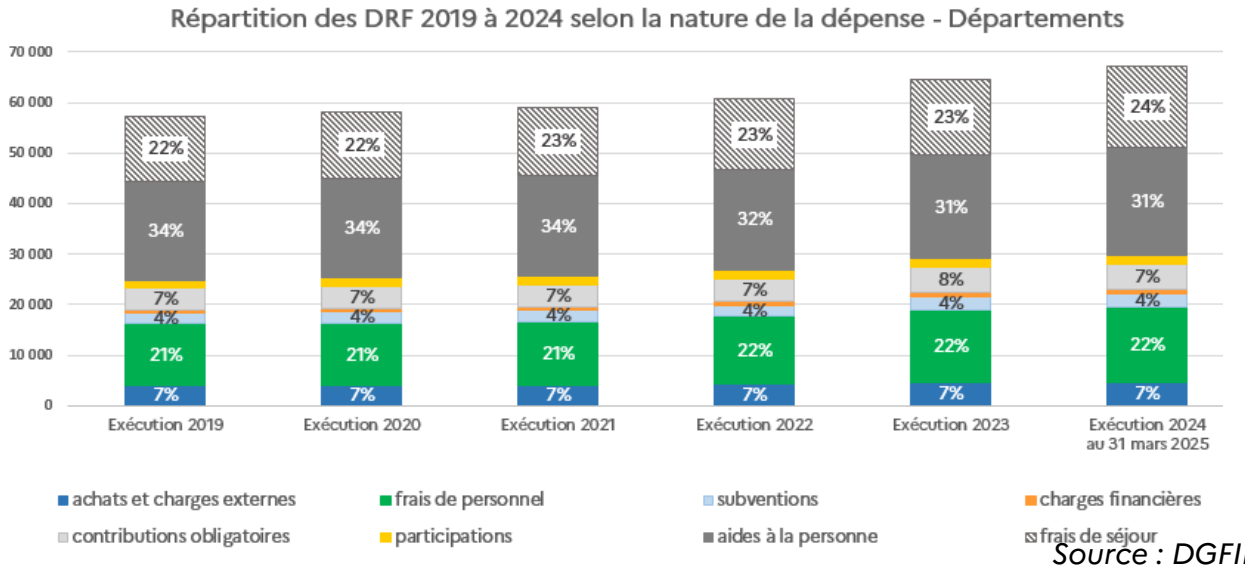
(Montants en millions d'euros)

Agrégats	Exécution 2019	Exécution 2020	Exécution 2021	Exécution 2022	Exécution 2023	Exécution 2024 au 31 mars 2025	*Evolution 2023/2022*	*Evolution 2024/2023*
Dépenses réelles de fonctionnement	**57 969**	**58 941**	**59 782**	**61 540**	**65 582**	**68 081**	***6,6%***	***3,8%***
achats et charges externes	3 971	3 896	3 942	4 267	4 709	4 752	*10,4%*	*0,9%*
frais de personnel	12 249	12 417	12 723	13 366	14 301	14 780	*7,0%*	*3,3%*
subventions	2 078	2 289	2 177	2 323	2 513	2 574	*8,2%*	*2,4%*
charges financières	718	657	604	599	786	881	*31,3%*	*12,1%*
contributions obligatoires	4 214	4 290	4 382	4 593	4 989	5 033	*8,6%*	*0,9%*
participations	1 601	1 696	1 708	1 821	1 851	1 868	*1,6%*	*1,0%*
aides à la personne	19 510	19 798	20 027	19 604	20 371	21 118	*3,9%*	*3,7%*
frais de séjour	12 886	13 163	13 459	14 143	15 136	16 121	*7,0%*	*6,5%*

Source : DGFIP

- Pour les départements, en 2024, les achats et charges externes (7 % des DRF) et les subventions (4 %), comme en 2022, sont les principales charges pilotables.

- Les aides à la personne représentent 31 % des DRF, les frais de séjour 24 %, les frais de personnel 22 % et les contributions obligatoires 7 %.



Source : DGFIP

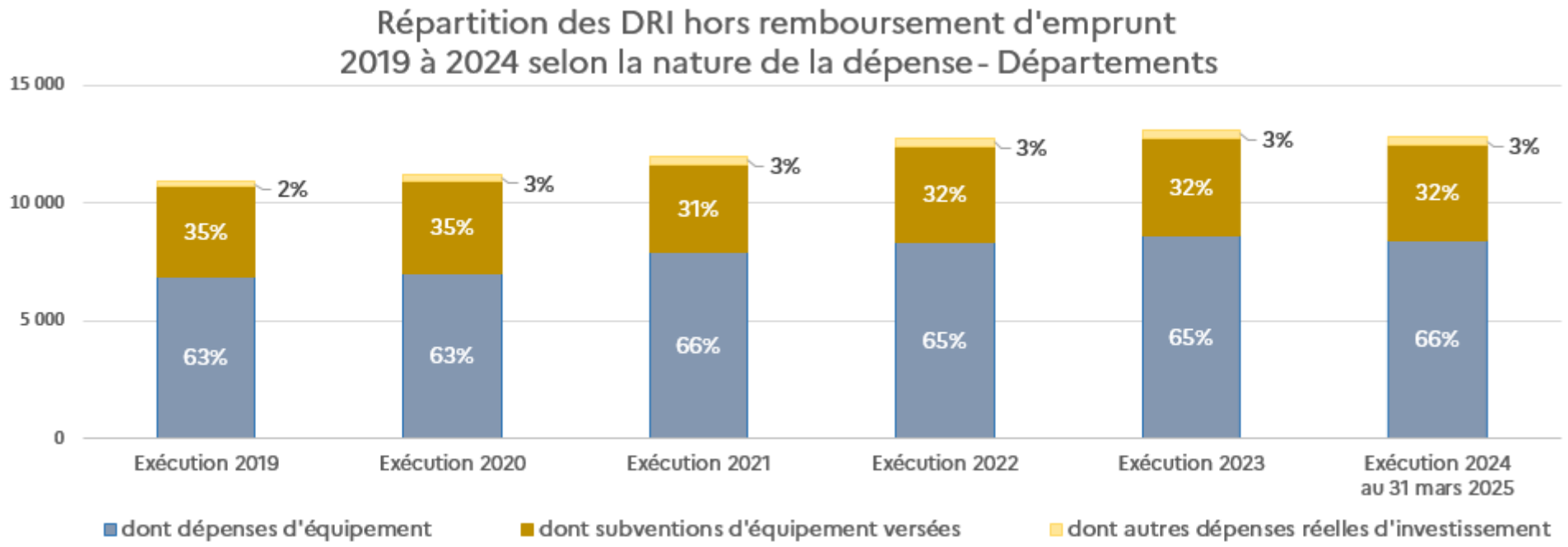
GOUVERNEMENT
Liberté
Égalité
Fraternité

LES DÉPENSES DES DÉPARTEMENTS : DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT EN BAISSE EN 2024 APRÈS UNE CROISSANCE EN 2023

(Montants en millions d'euros)

Agrégats	Exécution 2019	Exécution 2020	Exécution 2021	Exécution 2022	Exécution 2023	Exécution 2024 au 31 mars 2025	*Evolution 2023/2022*	*Evolution 2024/2023*
Dépenses réelles d'investissement (hors remboursement d'emprunt)	**10 944**	**11 211**	**11 959**	**12 763**	**13 126**	**12 800**	***2,8%***	***-2,5%***
dont dépenses d'équipement	6 895	7 030	7 905	8 357	8 579	8 420	*2,7%*	*-1,9%*
dont subventions d'équipement versées	3 785	3 877	3 737	4 028	4 137	4 047	*2,7%*	*-2,2%*
dont autres dépenses réelles d'investissement	264	305	317	379	411	333	*8,5%*	*-18,9%*

Source : DGFIP

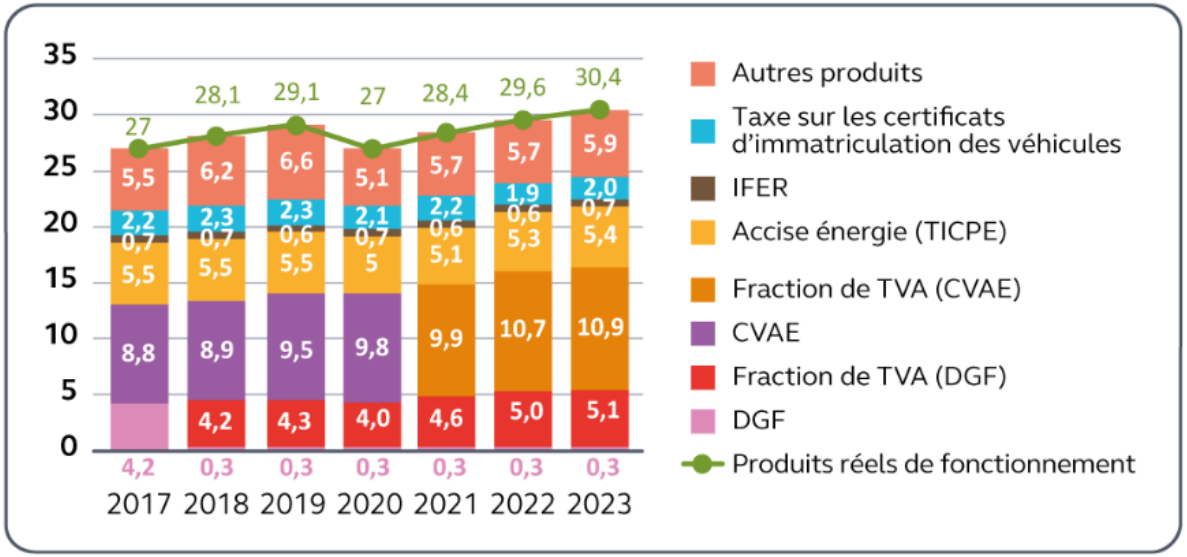


Source : DGFIP

GOUVERNEMENT
Liberté
Égalité
Fraternité

ÉVOLUTION DES RECETTES POUR LES RÉGIONS

Évolution des produits de fonctionnement des régions entre 2017 et 2023 (en Md€)



Source : Cour des comptes, d'après des données de la DGFiP

- Une progression de 4,5 % des recettes depuis 2019
- Mais une baisse du produit de l'accise sur l'énergie sous l'effet de la diminution de la consommation a repris en 2023 (- 0,1 Md€ à périmètre constant)
- Une faible pilotabilité et une exposition à la conjoncture
- Un pouvoir de taux renforcé grâce à la LFI 2025 (VMR, cartes grises)

GOUVERNEMENT
Liberté
Égalité
Fraternité

LES DÉPENSES DES RÉGIONS : UNE CROISSANCE TRÈS DYNAMIQUE EN 2023, AVANT UN RALENTISSEMENT EN 2024

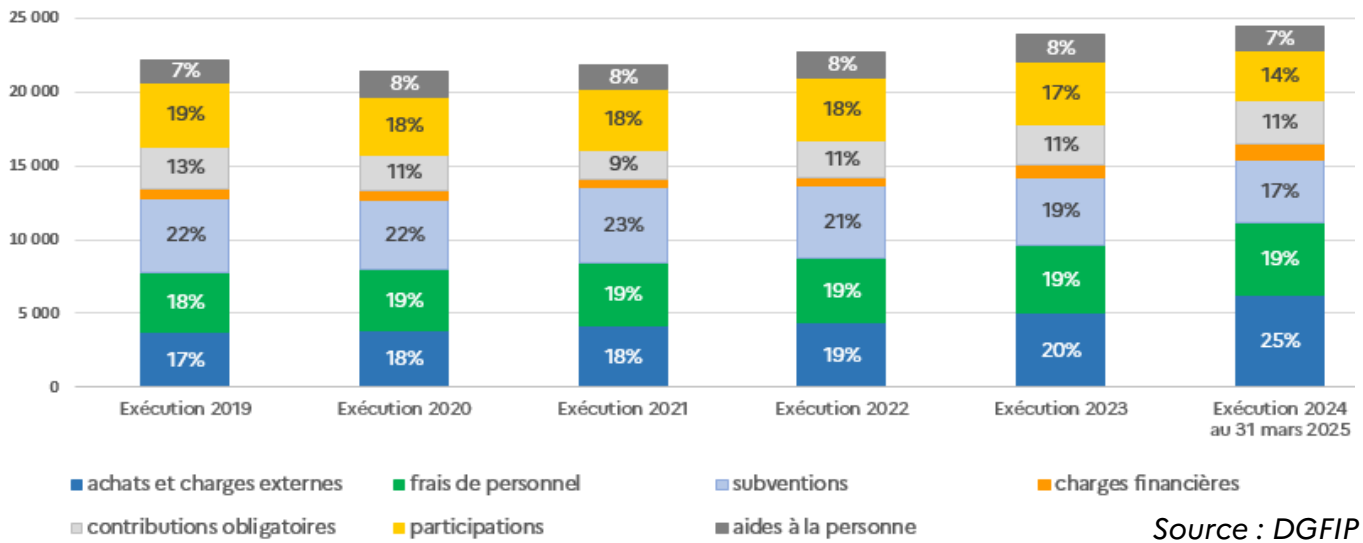
(Montants en millions d'euros)

Agrégats	Exécution 2019	Exécution 2020	Exécution 2021	Exécution 2022	Exécution 2023	Exécution 2024 au 31 mars 2025	*Evolution 2023/2022*	*Evolution 2024/2023*
Dépenses réelles de fonctionnement	**22 537**	**21 810**	**22 563**	**23 239**	**24 439**	**24 968**	***5,2%***	***2,2%***
achats et charges externes	3 722	3 831	4 152	4 336	4 991	6 286	*15,1%*	*26,0%*
frais de personnel	4 047	4 122	4 277	4 428	4 642	4 811	*4,8%*	*3,6%*
subventions	5 047	4 757	5 079	4 869	4 544	4 338	*-6,7%*	*-4,5%*
charges financières	587	564	560	561	857	1 083	*52,9%*	*26,3%*
contributions obligatoires	2 912	2 479	2 029	2 530	2 790	2 863	*10,3%*	*2,6%*
participations	4 300	3 939	4 056	4 219	4 187	3 404	*-0,8%*	*-18,7%*
aides à la personne	1 564	1 672	1 705	1 747	1 851	1 671	*6,0%*	*-9,7%*

Source : DGFIP

Pour les régions, en 2024, les frais de personnel représentent 19 % des DRF, les contributions obligatoires 11 %, comme en 2022, et les aides à la personne 7 %.

Répartition des DRF 2019 à 2024 selon la nature de la dépense - Régions



Source : DGFIP

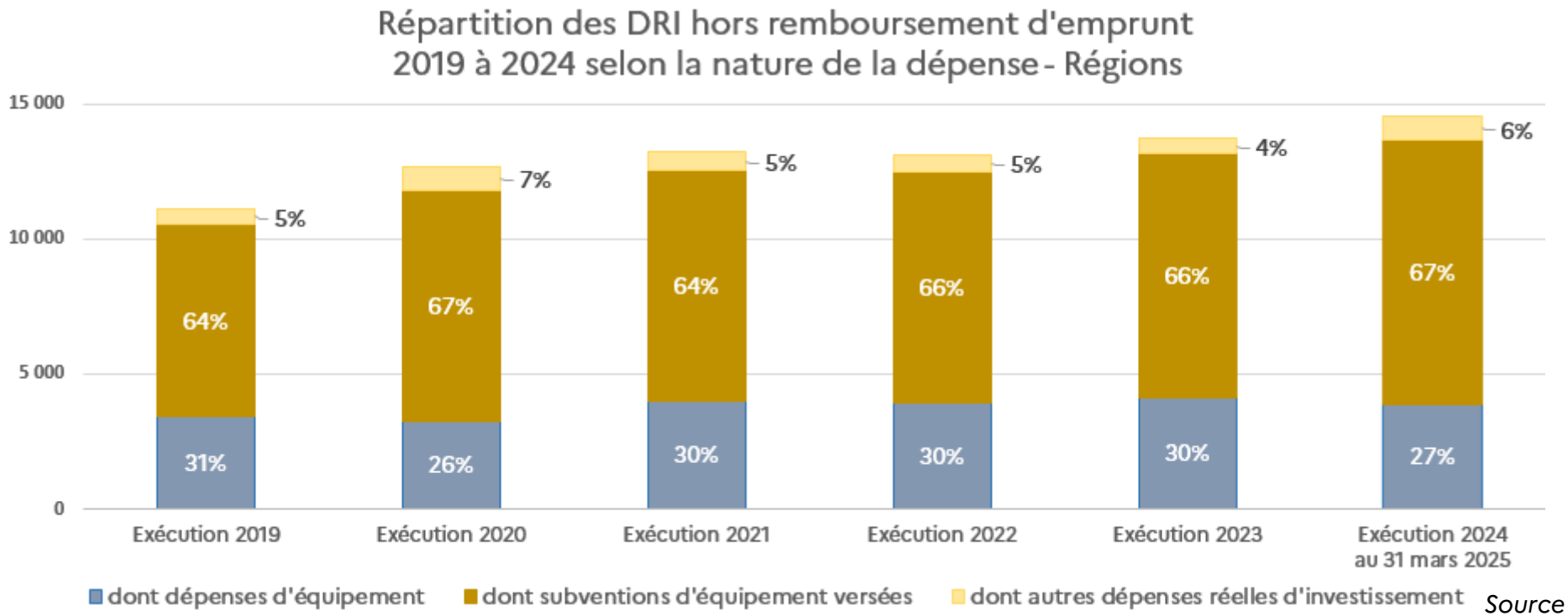
GOUVERNEMENT
Liberté
Égalité
Fraternité

LES DÉPENSES DES RÉGIONS : UNE CROISSANCE DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT EN 2024 PORTÉE PAR LES SUBVENTIONS D'ÉQUIPEMENT VERSÉES

(Montants en millions d'euros)

Agrégats	Exécution 2019	Exécution 2020	Exécution 2021	Exécution 2022	Exécution 2023	Exécution 2024 au 31 mars 2025	*Evolution 2023/2022*	*Evolution 2024/2023*
Dépenses réelles d'investissement (hors remboursement d'emprunt)	**11 112**	**12 680**	**13 236**	**13 103**	**13 721**	**14 544**	***4,7%***	***6,0%***
dont dépenses d'équipement	3 407	3 268	4 004	3 909	4 117	3 900	*5,3%*	*-5,3%*
dont subventions d'équipement versées	7 137	8 549	8 525	8 601	9 020	9 759	*4,9%*	*8,2%*
dont autres dépenses réelles d'investissement	568	864	706	593	584	885	*-1,7%*	*51,6%*

Source : DGFIP



Source : DGFIP